



GRUPE DE RECHERCHE ET  
D' INFORMATIONSUR LA PAIX ET  
LA SÉCURITÉ

Bâtiment Mundo-Madou  
Avenue des Arts 7-8,  
1210 Bruxelles, Belgique.  
Tél. : +32 (0) 0484 942 792  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : @grip\_org  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE - 26 mars 2021

COLLIN Jean-Marie, *Le Royaume-Uni ouvre la voie de la prolifération nucléaire*, Éclairage du GRIP, 26 mars 2021, Bruxelles.

<https://grip.org/royaume-uni-ouvre-voie-proliferation-nucleaire>



# Éclairage

## Le Royaume-Uni ouvre la voie de la prolifération nucléaire

Jean-Marie Collin

26 mars 2021

Le 16 mars 2021, le Premier ministre Boris Johnson a présenté la « *Global Britain in a Competitive Age: The Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy* » (Revue intégrée de sécurité, de défense, de développement et de politique étrangère, RI). Ce document à visée politique, présente les moyens qui seront mis en œuvre (par exemple dans le domaine spatial, cyber, dans la zone indopacifique) au cours de la décennie pour « *protéger notre peuple, notre patrie et notre démocratie* », selon les mots du Premier ministre. L'annonce qui a retenu toutes les attentions est celle d'une augmentation de l'arsenal nucléaire. Une politique opposée à celle poursuivie depuis 2010. Le fait qu'un État doté, et dépositaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), augmente son arsenal n'est pas anodin et confirme que la course aux armements est une réalité. Le régime de non-prolifération entre dans une phase de danger sans précédent à quelques mois (août) de sa 10<sup>e</sup> Conférence d'examen.

Cet éclairage exposera dans une première partie, la politique britannique de non-prolifération menée jusqu'en 2020, puis sa nouvelle politique de dissuasion, permettant ainsi de mieux comprendre les impacts négatifs sur le régime juridique global de non-prolifération nucléaire.

### La politique de désarmement britannique

État dépositaire du TNP, Londres s'est engagé – comme tous les autres membres – à « *prendre des mesures efficaces dans la voie du désarmement nucléaire* » (preamble, alinéa 8) et à « *poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace* » (article VI).

L'arsenal britannique a atteint son apogée à la fin des années 1970 « avec plus de 400 ogives<sup>1</sup> » réparties entre les composantes aériennes et sous-marines. En 1998, le gouvernement travailliste de Tony Blair décida de ne conserver que les forces sous-marines<sup>2</sup>, en confirmant la continuité d'une dissuasion permanente en mer (effective depuis 1969) ; un second sous-marin pouvant rapidement être disponible.

Cette première mesure de désarmement fut suivie dans la décennie 2000 par de nouveaux actes concrets, conformément à la volonté de voir naître – selon Margaret Beckett, ministre britannique des Affaires étrangères –, un « élan en faveur du désarmement nucléaire mondial » au point que le Royaume-Uni devienne « un laboratoire du désarmement<sup>3</sup> ». Un discours qui eut pour résultat de créer les « conférences P5 » pour améliorer les relations de confiance entre les puissances dotées.

Poursuivant cette politique, en 2010, la Strategic Defence and Security Review<sup>4</sup> présente l'objectif d'une réduction du stock global d'ogives, alors au nombre de 225<sup>5</sup>, pour parvenir d'ici le milieu de la décennie 2020 à un maximum de 180 ogives. Cette mesure doit se traduire par la diminution du nombre d'ogives (passant de 48 à 40, réparties sur un maximum de huit missiles) portées par chacun des sous-marins déployés. Ainsi, à terme (mi-2020), seul un maximum de 120 ogives (à condition bien sûr que les quatre SNLE soient en mer en même temps) doit être disponible sur le plan opérationnel.

Cet objectif a été réaffirmé par deux fois en 2015 :

- Lors de la 9<sup>e</sup> Conférence d'examen du TNP<sup>6</sup> (mai). Il est précisé que cette diminution s'inscrit<sup>7</sup> dans le cadre du respect du Document final de la 8<sup>e</sup> Conférence d'examen du TNP de 2010. Ce Document comprend en effet 22 mesures sur le pilier désarmement nucléaire. Les mesures n° 1, 2, 3 et 5 portent spécifiquement sur des actions que seuls les cinq États dotés peuvent réaliser en raison de leur possession d'armes nucléaires, et dont la réalisation effective doit permettre de réduire la place de la dissuasion dans leur politique de défense et la taille de leurs arsenaux.
- Lors de la publication (novembre) de la *National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review*<sup>8</sup>.

Le Royaume-Uni ayant une politique de transparence sur ces chiffres (depuis 2010), nous pouvons observer qu'entre 2010 et 2021, la réduction de son stock global est seulement de 10 ogives nucléaires ; son stock global étant selon les derniers chiffres (mars 2021) de 215 ogives<sup>9</sup>.

Ces différentes actions de diminution de l'arsenal, des moyens et de transparence ne doivent pas laisser à penser que Londres, avant la publication de la *Revue intégrée* (RI), avait engagé une politique du « zéro arme nucléaire ». Leurs mesures de diminution étaient certes positives, mais le Royaume-Uni n'en continue pas moins de nourrir une croyance ferme en la dissuasion nucléaire. En témoigne cette affirmation du ministre de la Défense : « La dissuasion nucléaire constitue une formidable garantie pour la sécurité des nations du monde entier, qui croient à la démocratie et à l'État de droit<sup>10</sup> ».

De même, le lancement du renouvellement de son programme de sous-marins de classe *Dreadnought* (premier exemplaire prévu pour 2030) avec la modernisation de son missile Trident IID5 et de son ogive nucléaire (type W76), s'inscrit en totale contradiction avec le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

### La *Integrated Review* (RI)

Les principaux éléments de la politique de dissuasion nucléaire britannique sont inscrits dans la partie « 3.1.3 - Countering state threats to our democracy, society and economy » et la section « The nuclear deterrent » (p. 76-78).

La possession d'un arsenal nucléaire y est présentée comme un moyen pour « *dissuader des menaces extrêmes* » et pour « *garantir [sa] sécurité et celle de [ses] alliés* ». Ces menaces viennent des « *États nucléaires [Russie, Chine], des États nucléaires émergents [la Corée du Nord et possiblement l'Iran] et des États qui parrainent le terrorisme nucléaire* ». L'augmentation des arsenaux des États nucléaires, comme leur investissement dans des nouvelles technologies (par exemple le missile russe hypersonique Zircon), sont les éléments, selon la RI, qui ont déterminé un revirement des engagements de diminution de l'arsenal nucléaire.

Le Royaume-Uni annonce ainsi, non seulement qu'il cesse de diminuer son arsenal, mais aussi qu'il l'augmente pour lui permettre d'atteindre « *un stock global d'armes nucléaires ne dépassant pas les 260 ogives* ». Une décision qui sera effective au cours de la décennie 2020. C'est la première fois, depuis le début des années 1990, que le stock global d'ogives va être revu à la hausse. Pour justifier ce choix, le Royaume-Uni invoque la volonté de garantir, grâce à « *une dissuasion minimum crédible et indépendante* », que ses adversaires ne puissent jamais utiliser leurs capacités contre Londres où un de ses alliés. Il faut relever que le document « *Defence in a Competitive Age* », publié par la suite (22 mars), qui constitue la déclinaison militaire de la RI, réaffirme et précise les différentes menaces que font peser les États (Russie, Chine, Iran, Corée du Nord) selon leur capacité d'actions militaires et leur capacité d'influence.

De plus, devant cette évolution de l'environnement sécuritaire et technologique, et pour que l'adversaire soit dans l'impossibilité de savoir exactement les moyens nucléaires mis en œuvre, il ne sera plus donné « *de chiffres publics concernant le stock opérationnel, le nombre d'ogives déployées ou de missiles déployés* ». Cette ambiguïté est censée permettre de compliquer les calculs des agresseurs potentiels, et de réduire le risque d'utilisation délibérée de l'arme nucléaire par ceux qui recherchent l'avantage d'une première frappe, comme de « *contribuer à la stabilité stratégique* ».

### Le Royaume-Uni torpille le TNP

Suivant ces lignes qui annoncent un changement radical de politique, le Royaume-Uni mentionne néanmoins sa volonté de poursuivre ses engagements au titre du TNP : « *Nous restons attachés à l'objectif à long terme d'un monde sans armes nucléaires. Nous continuons à œuvrer pour la préservation et le renforcement de mesures efficaces de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, en tenant compte du*

*contexte de sécurité actuel [...] Nous sommes fermement attachés à la mise en œuvre intégrale du TNP sous tous ses aspects, notamment le désarmement nucléaire, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ».*

Ces éléments de langage sont à relativiser au vu des annonces allant dans le sens d'une nouvelle prolifération.

Si le TNP ne mentionne pas précisément l'interdiction pour un État doté d'augmenter son arsenal nucléaire, il existe pour autant une obligation, au titre de son article 6, de poursuivre de bonne foi des négociations sur le désarmement nucléaire. Selon la Cour internationale de Justice et son avis sur la Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires<sup>11</sup>, « *la portée juridique de l'obligation considérée [de négocier de bonne foi] dépasse celle d'une simple obligation de comportement ; l'obligation en cause ici est celle de parvenir à un résultat précis – le désarmement nucléaire dans tous ses aspects – par l'adoption d'un comportement déterminé, à savoir la poursuite de bonne foi de négociations en la matière* ». Pour ancrer l'importance de cette notion, la Cour a voté (point F) à l'unanimité le fait qu'il « *existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace* ».

En ratifiant le TNP, le Royaume-Uni s'est engagé à adopter un comportement favorable au désarmement nucléaire et à parvenir à sa réussite. Augmenter son arsenal nucléaire ne peut que contredire cette « bonne foi » (déjà entachée par le programme de renouvellement *Dreadnought*) et aller à l'encontre du TNP : Première violation du traité.

Seconde violation, Londres par sa nouvelle politique remet en cause les engagements acceptés et amorcés au titre des mesures n°1, 2, 3 et 5 du Document final de 2010. Le Royaume-Uni,

- Exclut « *d'adopter des politiques pleinement conformes au Traité* » (mesure n° 1) ;
- Dénonce la notion « *d'irréversibilité [...] s'agissant de l'exécution de ces obligations* » (mesure n° 2) en faisant repartir à la hausse son arsenal ;
- Renonce à son « *engagement pris sans équivoque de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires* » et à celui de « *redoubler d'efforts pour réduire [...] tous les types d'armes nucléaires* » (mesure n° 3) ;
- Remet en cause l'engagement « *d'accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire* », de « *progresser rapidement vers une réduction globale du stock mondial* » et de « *réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité* » (mesure n° 5 a et c).

Troisième violation du traité, en décidant de ne plus publier les chiffres de son arsenal, Londres écarte la mesure (n° 2) de « *transparence* » et (n° 5.g) son engagement à « *améliorer encore la transparence et renforcer la confiance mutuelle* ».

## Un régime de non-prolifération nucléaire « knockdown » ?

Le Royaume-Uni est le premier État doté qui vient officiellement rompre avec un ensemble d'engagements juridiques acceptés et amorcés au titre du Document final de 2010. La démarche britannique vient directement défier la crédibilité du TNP, déjà en proie à une crise en raison du manque d'implication des puissances nucléaires sur le pilier désarmement.

Cette inquiétude est corroborée par le Secrétaire général de l'ONU, pour qui « *cette décision pourrait avoir un impact négatif sur la stabilité mondiale et sur les efforts déployés pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires<sup>12</sup>* ». Si, en toute logique, la Russie (de façon cynique au vu de son attitude elle aussi « proliférante ») partage ce sentiment, son ministre des Affaires étrangères précisant que « *cette décision porte un coup sérieux au contrôle international des armes<sup>13</sup>* », la réponse de l'Allemagne est plus étonnante pour un membre de l'OTAN. En effet, Heiko Maas, ministre des Affaires étrangères, a déclaré que cette décision allait à l'encontre des efforts sur le désarmement et qu'elle ne pouvait qu'encourager la poursuite de la course aux armements : « *Nous ne voulons pas que les arsenaux d'armes nucléaires se développent. Le passé a montré que si un camp possède plus d'armes nucléaires, l'autre camp essaiera de le rattraper. Et c'est la désastreuse course aux armements dans laquelle nous sommes depuis des décennies<sup>14</sup>* ». Cette opposition d'un membre de l'OTAN est nécessaire, mais apparaît bien isolée, laissant ainsi planer une approbation générale et donc un renoncement de l'OTAN à réaliser aussi son action en faveur du désarmement nucléaire.

La France indique (point de presse du ministère des Affaires étrangères du 17 mars 2021) respecter pleinement cette décision souveraine de son allié britannique et « *partager avec une grande préoccupation, l'évaluation de l'évolution de l'environnement de sécurité* » réalisée par Londres. Cette réponse apparaît logique. Il faut se souvenir que la France a tout fait dans la décennie 2000 pour que Londres puisse poursuivre sa politique de dissuasion, allant jusqu'à lui proposer un traité (Lancaster House, 2010) bilatéral de coopération nucléaire militaire sur les systèmes de simulation ; brisant ainsi le mythe de l'indépendance. De plus, pourquoi critiquer une posture dont rien n'indique qu'elle ne pourrait pas la faire sienne à l'avenir...

## Conclusion

Le Royaume-Uni a décidé, sous couvert à la fois de volonté de retrouver une grandeur post-Brexit et d'insécurité internationale, d'ouvrir une boîte de pandore : le « droit à la prolifération ». Il va être difficilement concevable pour les États non dotés de se voir reprocher de déstabiliser le TNP par leur action en faveur du TIAN, quand ceux qui possèdent des armes nucléaires, non seulement n'appliquent pas leurs obligations, mais en plus portent un coup sérieux à la crédibilité du régime global de non-prolifération.

Le Royaume-Uni s'est lancé dans un processus dans lequel les règles existantes sont ouvertement bafouées au profit d'une aventure ou toutes les options sont désormais sur la table dans un ordre à découvrir : perte de crédibilité totale du TNP, fin du TNP, retrait de certains États du TNP, nouvelle vague de prolifération...

Il ne tient qu'aux États dotés d'agir pour éviter ce qui sera vu comme un bouleversement de la sécurité internationale.

\* \* \*

## L'auteur

*Jean-Marie Collin est chercheur associé au GRIP. Notamment expert dans les questions de dissuasion nucléaire, de la non-prolifération et du désarmement nucléaire, il est également porte-parole pour ICAN France (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons).*

- 
1. The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland's National Report Pursuant to Actions 5, 20, and 21 of the NPT Review Conference Final Document, 2014.
  2. Strategic Defence Review, Chapter 4: deterrence and disarmament, juillet 1998.
  3. Luncheon keynote: A world free of nuclear weapons?, Carnegie Endowment for International Peace, 25 juin 2007.
  4. The Strategic Defence and Security Review, octobre 2010, p. 38.
  5. The Strategic Defence and Security Review: Fact sheet 10: Trident Value for Money review, 2010.
  6. General Debate Statement by the United Kingdom, 2015 Review Conference of the Treaty on Non-Proliferation.
  7. Statement by Mr. Guy Pollard MBE Deputy Permanent Representative of the United Kingdom to the Conference on Disarmament, 2015 Review Conference of the Treaty on Non-Proliferation.
  8. National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review: A Secure and Prosperous United Kingdom, novembre 2015, p. 34.
  9. Claire Mills, Replacing the UK's strategic nuclear deterrent: progress of the Dreadnought class, Briefing paper number 8010, The House of Commons Library research service, mis à jour le 2 mars 2021, p. 6.
  10. Michael Fallon, ministre de la Défense du Royaume-Uni, « Le Brexit ne modifiera pas l'engagement britannique pour la sécurité européenne », *Le Monde*, 21 juillet 2016.
  11. Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996, p. 264.
  12. Daily Press Briefing by the Office of the Spokesperson, Stéphane Dujarric, for the Secretary-General, 17 mars 2021 (noon briefings).
  13. Andrew Osborn, Russian envoy says UK nuclear arms plan is illegal, 21 mars 2021.
  14. *Deutsche Welle*, Germany's Heiko Maas criticizes UK plans to expand nuclear arsenal, 18 mars 2021.